

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR



**INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DE L'EDUCATION
POPULAIRE ET DU SPORT (INSEPS)**

MEMOIRE DE MAITRE ES-SCIENCES ET TECHNIQUES DES
ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVE (STAPS)

THEME

« La problématique de la déscolarisation des jeunes des écoles de lutte
et écuries de la région de Dakar »

Présenté par :

M. Galass SOCK

Sous la co-direction de :

**M. Djibril SECK
Professeur à l'INSEPS
Mme Marianne Barthélémy
Université de la Méditerranée**

Année Académique 2010-2011

TABLE DES MATIERES

Dédicaces.....	1
Remerciements.....	4
Liste des abréviations.....	7
Résumé.....	9
Introduction.....	11
PROBLEMATIQUE.....	14
PREMIERE PARTIE : REVUE DE LITTERATURE.....	17
I. Système scolaire au Sénégal.....	18
II. Description du système éducatif.....	19
II.1. L'Education de base.....	20
II.1.1 L'enseignement élémentaire :.....	20
II.1.2 L'enseignement de base non formel :.....	20
II.1.3 Les écoles communautaires de base (ECB).....	20
II.1.4 Les écoles de 3 ^e type.....	20
II.1.5 La petite enfance.....	20
II.2. L'enseignement général.....	21
II.2.1 L'enseignement moyen et secondaire.....	21
II.2.2 L'enseignement technique.....	21
II.3.1 La formation professionnelle publique.....	21
II.3.2 La formation professionnelle privée.....	21
III. Échec scolaire.....	22
IV. Déscolarisation.....	26
CHAPITRE II : Etat de la lutte sénégalaise dans la région de Dakar.....	29
I. Quelques données sociodémographiques et économiques.....	29
II. Les écuries et écoles de lutte.....	30
III. Le concept de jeunesse.....	31
DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE.....	33
I. MATERIEL ET METHODE.....	34
I.1. Matériel :.....	34
I.2. Mise en place du terrain :.....	34
I.2. Méthode :.....	35

I.2.1. Entretiens semi directifs :.....	35
I.2.2. Fiches signalétiques	36
II. Population d'étude.....	
III. Difficultés et biais :	
TROISIEME PARTIE : RESULTATS, INTERPRETATIONS ET DISCUSSIONS...	
CHAPITRE I : Résultats et interprétations.....	
I. L'incompatibilité dominante entre les études et la lutte.....	40
II. Volonté de reprendre les études	40
III. Echec scolaire.....	40
IV. La lutte comme un empêchement à la scolarisation des jeunes.....	41
V. Le rôle de l'écurie et école de lutte.....	41
CHAPITRE II : Discussion.....	
I. La lutte et la scolarisation	43
II. Le problème des écoles et les écuries de lutte.....	44
III. Les lutteurs	45
IV. La lutte comme source de développement économique.....	46
Conclusion et Perspectives.....	
Conclusion	
Perspectives	
Bibliographie.....	
ANNEXES	

DÉDICACES

Je rends grâce au Bon DIEU, le Miséricordieux, le Tout Puissant, le DIEU des terres et des cieux.

✚ Paix et Salut à son Elu le Prophète MOUHAMED (PSL)

✚ A mon Homonyme, Serigne Fallou Mbacké

Je dédie ce modeste travail à :

✓ **A mon cher oncle Bara Diop,**

Cette œuvre vous appartient. Vous y trouverez l'expression de toute mon affection, ma gratitude et ma reconnaissance. Les sacrifices énormes auxquels vous avez consenti, pour moi, durant tout le long de mon cursus scolaire et universitaire, ne resteront pas vains. Qu'Allah vous accorde longue vie et surtout la santé pour le grand bien de la famille.

✓ **A mon père Serigne Sock,**

Vous êtes un exemple d'homme d'honneur et de franchise. Vous avez su nous guider et nous rappeler les vertus humaines telles la foi, le travail, le courage, le sérieux. Merci pour tout.

✓ **A ma mère Salla Diop,**

J'ai choisi ce moment pour te rendre hommage et te témoigner mon immense affection et ma profonde reconnaissance pour tous les sacrifices consentis rien que notre réussite ; je ne saurais te le rendre. Ton affection, ta tendresse, ainsi que ta grande générosité nous a toujours servi.

Je vous souhaite, à tous les deux, une longue vie et une santé de fer afin que vous puissiez bénéficier des fruits de l'arbre que vous avez semé et entretenu.

✓ **A mes oncles Modou Diop, Thierno Diop, Mor Diop et toutes mes tantes khady Mbacké Ndiaye, Mame Faty Mbengue, kolle Fall, Adjii Diouf,**

Votre soutien, votre affection et vos conseils ne m'ont jamais manqué et m'ont toujours servi. Je vous exprime toute ma gratitude et je vous serais toujours reconnaissant.

✓ **A ma défunte grand-mère Coumba Samb,**

Que la terre lui soit légère!

✓ **A ma grand-mère Khady Ndiaye**

Je ne trouve pas les mots alors je vous souhaite une longue vie.

✓ **A mon ami Moustapha Séne,**

« Une personne qui est une référence pour moi et qui m'a aussi aidé dans la rédaction de ce mémoire, un compagnon à qui je réserve d'immenses remerciements ».

✓ **A mes frères,**

Bathie Sock, Pape Sock dit Saliou Sock, Khadim Sock, Bollé Sock, Omar Sock, Serigne Sock, Ndamé Sock, Khadim Awa Diop, Khady Kane, Lahad Diop, Ousmane Diop,

✓ **et sœurs,**

Amy Sock, Kiné Sock, Ndèye Khady Sock, Ndèye Sock, Mame Diarra Sock, Aida Fall Diop.

Ils ont toujours été à mes côtés pour me soutenir et me reconforter dans les moments difficiles. Je vous remercie pour l'affection que vous m'avez témoignée et vous demande de rester confiants en l'avenir et d'entretenir cette entente familiale.

✓ **A mes amis (es),**

Baye Lahad Guèye, Lamine Mbaye, Mor Talla Ndao, Tapha Diagne, Bassirou Fall, Isma Ndiaye, Bassirou Mbaye, Thierno Lo, Sidi Lo, Cheikh Diop, Ibou Diagne, Mbaye Ndiaye, Cheikh Mbengue, Dame Badiane, Nabou Ndiaye, Fatou Kiné Ndiaye, Ndèye Fatou Fall.

REMERCIEMENTS

✚ C'est l'occasion pour moi de remercier et d'exprimer toute ma gratitude à tous ceux qui n'ont ménagé aucun effort pour la réalisation de ce travail.

✓ **A mon Directeur de mémoire,**

A mon directeur et co-directrice de mémoire qui ont dirigé ce travail avec rigueur et promptitude ; En l'occurrence M. **Djibril SECK** et Mme **Marianne BARTHELEMY** qui, malgré leurs multiples occupations, ont accepté de diriger ce travail qui est capital dans mes études. J'ai appris auprès de vous la rigueur, l'amour du travail bien fait et une grande humilité

✓ **A mes enseignants,**

Qui m'ont encadré depuis le cycle élémentaire en passant par le cycle moyen jusqu'au supérieur, il est vraiment temps de leur dire mon entière gratitude ;

A tout le personnel administratif de l'INSEPS ;

✓ **A Mme Marianne Barthélémy**

Son soutien moral, ses suggestions et ses remarques ont été des stimulants pour l'aboutissement de ce modeste travail

et à son **Amie Mme Dominique Chevé**

✓ **A mes amis (es),**

Nos camarades qui nous ont permis d'avoir une bonne socialisation : Laity Ndiaye, Pape Abdoulaye Sarr, Mourad Sow, Abdou Samb Lamine Tamba, Pape Souleymane Tamba, Cheikh Sidaty Diémé, Adama Diedhiou, Mamadou Seck, Sylvain Boissy, Ababacar Sow, Ibrahima Aw Sow, Mamour Ndiaye, Mamadou Tine, Cheikh Mbacké Faye, Maoundé Sakho, Alioune Sané, Macoumba Faye, Fadel Diop, Sékou Coly Barry, Mariama Ndiaye, Mariama Diallo, Désiré Assouan Djiba, Ndéye Diarra Ndiaye, Mously Traoré, Dieumb Mboup, Anna Diagne, Adama Ka, Amy Mbacké Camara, Alima Ndour, Coumba Mboup, Fatoumata Goudiaby, Ndéye Rokhaya Niang et tous les étudiants de l'INSEPS, en particulier ceux de ma promotion ;

✓ **A mes amis du restaurant central (UCAD),**

Fatou Bà, Lysseu Faye, Adama Diédhiou, Saly Touré, Khady Mbengue, Codou Faye, Khady Diaw et Aminata Ndiaye .

✓ **A tous mes amis du lycée de Mbacké ,**

Sadekh Dieng, Moustapha Séne, Pape Alioune Dieng, Bassirou Diagne, Alioune Mbaye Dame DIOP, Ndiagne Diagne, Mourtalla Diop, El hadji Bassirou Fall, Mactar Wade et Bathie Gaye, Médoune Cissé

A tous les lutteurs qui ont participé aux entretiens.

On ne se crée point de vieux camarades. Rien ne vaut le trésor de tant de souvenirs communs.

✓ Mention spéciale à **mon ami,**

Ibrahima Sagna, qui m'a beaucoup aidé dans mes choix et dans mes études.

✓ **A mes cousins et cousines,**

Alioune Diop, Khadim Diop, Bara Diop, Ndéye Ndiaye, Ndéye Maréme Diop, Ndéye Ioum et Khady Mbacké qui n'ont ménagé aucun effort pour me soutenir dans études

✓ **Mention spéciale à M. Aidara**

Qui m'a beaucoup aidé à la correction de ce document.

✓ **A tous les professeurs de l'INSEPS ainsi que le personnel administratif.**

✓ **A nos bibliothécaires :** Grégoire, Djibi et Anastasia.

✓ **A tous ceux dont les noms n'ont pas été cités, qu'ils trouvent en ce travail le résultat de multiples services qu'ils nous ont rendus.**

LISTE DES ABRÉVIATIONS

- CREA : Centre de Recherche d'Economie Appliquée.
- CI : Cours d'Initiation.
- CNGL : Comité national de la Gestion de la Lutte.
- OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement.
- ECB : Ecole Communautaire de Base.
- ONU : Organisation des Nations Unies.
- PDEF : Programme Décennal de l'Education et de la Formation
- PTFCM : Partenaires Techniques et Financières les Collectivités locales et les Ménages.
- PNAT : Plan National et Aménagement des Territoires
- PIB : Produit Intérieur Brut
- SNERS : Système National d'Evaluation du rendement Scolaire

RÉSUMÉ

Notre étude a porté sur la problématique de la déscolarisation des jeunes dans les écoles et écuries de lutte de la région de Dakar. En réalité, le constat du niveau d'études, trop bas voire inexistant chez la plupart des lutteurs, nous a conduit à réfléchir sur cette question. Notre souci a été de mieux comprendre pourquoi l'éducation scolaire jouit de si peu de considération dans ce milieu qui connaît pourtant un essor phénoménal.

Pour cela, notre étude s'est focalisée sur l'âge, l'origine familiale, le vécu et les aspirations des lutteurs, mais encore sur l'opinion des membres de leur entourage.

La démarche choisie a été celle de l'entretien semi-directif afin de réduire le risque de digressions. Des fiches signalétiques ont aussi été utilisées pour le recoupement des informations recueillies.

Au final, la pauvreté, l'absence d'encadrement familial, mais, et, surtout le désir précoce de richesse et de gloire nous sont apparus comme les raisons principales de la désaffection pour les études. A notre avis, les responsables des écoles et des écuries doivent, en relation avec les administrateurs du CNGL, chercher des moyens pour combattre ce phénomène, ceci, bien évidemment, sous la supervision des autorités politiques. En effet, au moment où la lutte est devenue un véritablement lucrative avec la présence massive des sponsors, l'absence d'instruction et la déscolarisation ne pourraient que nuire aux intérêts matériels et moraux des lutteurs comme c'est le cas par exemple pour la lecture et la compréhension des contrats à signer avec les promoteurs.

INTRODUCTION

Introduction

Connue depuis l'Antiquité sous plusieurs formes par de nombreux peuples, la lutte a laissé des traces de sa pratique dans la majeure partie du monde : de l'Égypte à la Grèce, en passant par la Chine, l'Assyrie, Babylone et l'Inde.

Au Sénégal, la lutte, véritable patrimoine national appelé « Lamb » ou « Mbapatt¹ » en wolof demeure une activité sportive courante dans presque toutes les régions et s'inscrit dans ce cadre d'ancienneté. Autrefois, considérée comme une fête rituelle célébrée après les récoltes abondantes aussi bien chez les Sérères que chez les Diolas et après une bonne pêche chez les Lébous, elle permettait, dans le divertissement, d'apprécier la valeur, l'adresse, le courage, la force et la loyauté des hommes, autant d'aptitudes très utiles au combat. Des tournois de lutte étaient souvent organisés pour déterminer le champion entre les jeunes des localités voisines. Le vainqueur du tournoi pouvait alors emporter du bétail, des céréales et autres biens mis en jeu.

De nos jours, la lutte, très prisée des Sénégalais, se révèle comme le sport traditionnel par excellence. Elle apparait sous trois formes que sont la lutte avec frappe, celle sans frappe surtout pratiquée en milieu Sérère du Sine-Saloum mais également chez les Diolas et Peulhs de la Casamance et enfin celle olympique ou gréco-romaine moins connue du grand public. Ce sport, jadis traditionnel, bénéficie aujourd'hui d'un engouement tout particulier et attire des foules composées par toutes les couches socioprofessionnelles. Notons que la lutte avec frappe, communément appelé « lutte sénégalaise », reste sans conteste le sport le plus populaire du Sénégal et entraîne aujourd'hui des milliers de personnes dans les stades et des millions de téléspectateur devant le petit écran.

Ce phénomène suscite actuellement au Sénégal beaucoup de passion bien compréhensible compte tenu des fortes sommes d'argent que gagnent les lutteurs qui évoluent dans « la cour des grands² », autrement dit la « crème » des champions de ce sport individuel.

Depuis que des champions de lutte comme Mohamed Ndao surnommé « Tyson » et Moustapha Gueye ont porté la barre des cachets à plus 20 millions de Francs CFA en 1997, les écoles et écuries de lutte pullulent au rythme des ambitions de milliers de jeunes qui ont jeté leur dévolu sur ce sport pour assurer leur réussite sociale. C'est ainsi que pour la saison

¹ - Séance de lutte libre nocturne organisée tout au long de la saison opposant des lutteurs venus d'horizons divers. Ces séances contribuent à détecter et à favoriser l'éclosion de nouveaux talents.

² Cercle de moins d'une dizaine de lutteurs qui gagnent plus de 60 000 000F CFA par combats

2010-2011, on dénombre un total de 202 écuries³ et écoles de lutte réparties dans l'ensemble du Sénégal et, à Dakar, plus 55 affiliées au CNGL.

Aujourd'hui, la barre des 200 millions de Francs CFA a été atteinte avec le choc devant opposé Balla Gaye II à Yahya Diop « Yékini », ce qui renforce l'idée, chez les jeunes, que cette pratique est un réel tremplin. Les écuries et les écoles de lutte sont dès lors prises d'assaut. Si en 2002, avec le parcours extraordinaire des « Lions » du football, les enfants s'étaient rués vers les écoles de football, rêvant de devenir des stars, aujourd'hui, c'est la lutte qui est en vogue. Les écoles de lutte sont assaillies par des centaines de jeunes assoiffés de réussite qui s'entraînent quotidiennement dans l'espoir de gagner leur vie. La lutte apparaît donc chez les jeunes, beaucoup plus que les études, comme la voie royale vers la réussite professionnelle. Il semble alors que l'espoir lié à la lutte menace considérablement la scolarité des jeunes.

A l'évidence, la ruée des jeunes vers les écoles de lutte s'explique par l'image des lutteurs tels que « Tyson » et Balla Beye alias « Baboye », entre autres, parvenus, à force de persévérer, à une satisfaisante situation financière. Beaucoup de jeunes abandonnent alors leurs études ou leur travail pour s'entraîner dans l'espoir de gagner des combats, de devenir des champions et de gagner beaucoup d'argent.

D'autre part, l'avènement du sponsoring dans l'arène a propulsé la lutte avec frappe au rang de sport leader dans notre pays. Cette manne financière et cette couverture médiatique qui façonnent la renommée des lutteurs, incitent ces derniers à déployer beaucoup d'énergie et de moyens pour conquérir les titres, la gloire, le prestige et l'argent.

³- Dans le milieu de la lutte sénégalais, ce mot est utilisé dans un contexte outre que le milieu équestre et automobile mais, désigne là un regroupement organisé par affinité ou par ethnie où se rencontrent les lutteurs pour s'entraîner aux techniques de base de la lutte avec frappe.

PROBLEMATIQUE

Le point de départ de notre réflexion relève d'une série de constats relatifs à la scolarisation des jeunes dans notre pays. Les premières nous amènent à reconnaître qu'actuellement la question de l'éducation scolaire s'avère préoccupante pour les institutions internationales, les instances panafricaines, régionales, sous régionales, les Etats africains et les collectivités de base.

En effet, le taux d'abandon et d'échec à l'école, ajouté à la déscolarisation, a des influences directes sur les performances économiques d'un Etat. L'étude du Centre de Recherche d'Economie Appliquée (CREA) met en évidence un rendement interne très faible au niveau de l'enseignement primaire : sur 1000 élèves qui entrent à la première année d'études (CI), 305 accèdent au CM2 sans redoublent, 429 redoublent, 266 abandonnent. La déscolarisation constitue encore de nos jours un problème majeur. L'importance de ce phénomène exige une attention particulière car les conséquences peuvent se révéler très graves sur les plans humains et économiques pour le pays et font accroître le taux d'analphabétisme, de chômage et de pauvreté.

Ainsi, comme nous l'avons remarqué en introduction, au moment où les écoles publiques qui instruisent, éduquent et forment les jeunes se vident, les écoles de lutte, quant à elles, se remplissent.

C'est pourquoi, tout en reconnaissant les efforts consentis par l'Etat sénégalais dans le domaine de l'éducation ces dernières années, à l'exemple de l'augmentation du taux brut de scolarisation à l'élémentaire, la construction des salles de classe, le recrutement de personnel enseignant ou encore l'allocation de 40% du budget annuel de l'Etat à l'éducation et à la formation, l'importance des répercussions de ce sport de combat dans l'univers scolaire nécessite une réflexion quant à ses causes et ses conséquences susceptibles de freiner le développement national.

Dans notre souci de mieux comprendre ce phénomène, nous nous sommes posés les interrogations suivantes:

- l'école de lutte est-elle un facteur de déscolarisation des jeunes ?
- peut-on établir un lien entre la déscolarisation et l'augmentation de la fréquentation des écoles de lutte ?

- quelle distinction est-il possible d'établir entre écurie et école de lutte ? Quelles en sont exactement les activités respectives.
- l'école de lutte doit-elle se substituer à l'école ?
- l'engouement pour la lutte ne pourrait-il pas être un moyen de scolariser à nouveau cette population en rupture avec l'institution scolaire ?
- l'école de lutte ne pourrait-elle pas aider les jeunes à poursuivre leurs études ou à les reprendre pour ceux déjà sortis du système scolaire ?
- la lutte est-elle une pratique lucrative ?

Nous nous efforcerons de répondre à ces questions à partir des informations recueillies au cours de notre étude.

L'ambition de ce mémoire sera donc, de montrer l'existence effective d'un lien entre l'adhésion à une école ou à une écurie de lutte et la déscolarisation des jeunes. Nous tenterons d'envisager quelques solutions pour voir comment une école de lutte peut constituer un vecteur de retour à la scolarisation et non pas de déscolarisation.

Dans une première partie, nous préciserons, à partir d'une revue de littérature les concepts suivants : école de lutte, écurie, déscolarisation, jeunesse, échec scolaire et système scolaire au Sénégal. Ensuite nous définirons le matériel et la méthodologie mis en œuvre pour mener à bien cette étude dans une deuxième partie. Nous analyserons enfin, les données que nous avons recueillies et discuterons les résultats obtenus dans une troisième partie.

PREMIERE PARTIE :

REVUE DE LITTERATURE

PREMIERE PARTIE : REVUE DE LITTERATURE

CHAPITRE I : Définition et analyse des concepts

I. Système scolaire au Sénégal

La politique d'éducation du Sénégal pour la décennie 1999-2008, s'inspire de la loi d'Orientation 91-22 du 16 février 1991. Tout en tirant les leçons du processus de développement emprunté jusque-là, elle prend en compte les mutations intervenues dans l'environnement interne et externe du système éducatif, et s'ouvre aux différents défis pour faire du Sénégal un pays émergent sur les plans industriel, technologique et démocratique, et permettre, ainsi, à sa jeunesse d'entrer confortablement dans le prochain millénaire dont les débuts sont marqués par une dynamique accélérée de mondialisation.

Conformément aux options du IX^e plan qui s'inscrivent dans l'optique de la mise en place d'un cadre macro-économique viable, mettant l'accent sur l'amélioration continue de la compétitivité de l'économie, le développement humain durable et la bonne gouvernance, le Gouvernement a l'intention au cours des prochaines années d'accélérer la croissance, en créant pour le secteur privé un environnement plus propice à ses activités, en mettant en œuvre entre autres des programmes ambitieux à moyen et long termes visant à mettre en valeur les ressources humaines.

L'éducation et la formation, des enjeux importants dans tout processus de développement, constituent à cet égard une priorité pour le Gouvernement qui y consacre plus de 40% du budget de l'Etat.

Mais malgré ces efforts soutenus de l'Etat qui ont permis d'améliorer de façon significative les performances du système éducatif, des insuffisances liées d'une part, à la faiblesse de l'accès à l'éducation, du rendement et de l'efficacité interne du système, et d'autre part à une organisation et une gestion peu rationnelles, limitent sérieusement le développement du système éducatif sénégalais. C'est pourquoi la politique désormais mise en application dans le secteur est centrée sur le renforcement du système, en priorité, de l'Education de base, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Le Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF) articulé en trois phases en sera l'instrument de réalisation, et constituera le cadre de mise en cohérence de l'ensemble des activités développées dans le secteur. Cette politique repose sur les axes ci-après :

-élargissement de l'accès à l'éducation et à la formation en matière de compétence utiles à la vie ;

- consolidation des capacités à dispenser une éducation pertinente et de qualité à tous les niveaux ;
- création des conditions pour une coordination efficace des politiques et programmes d'éducation ; rationalisation de la mobilisation et de l'utilisation des ressources.

Dans ce cadre, la réalisation de l'objectif d'une scolarisation universelle de qualité à l'horizon 2015 constitue la première priorité du Gouvernement.

Le système éducatif au Sénégal est organisé en deux secteurs, à savoir le formel et le non formel. De façon générale, il permet à chaque enfant ou adulte sénégalais d'effectuer des études générales jusqu'à l'enseignement supérieur ou d'accéder à une formation professionnelle et technique adéquate.

II. Description du système éducatif

L'éducation revêt un aspect important ; son élaboration et sa réalisation ne sont possibles que dans une société soucieuse de son épanouissement. Aussi faudra-t-il reconnaître qu'elle ne saurait se faire de façon désorganisée. Pour que son entreprise, axée sur l'acquisition de connaissances et sur le développement physique et mental de l'individu, puisse réaliser dans de bonnes conditions, il convient de mettre en œuvre un ensemble structuré de démarches et de méthodes codifiées et susceptibles de satisfaire aux besoins de connaissance de tout un chacun.

Le système éducatif sénégalais est structuré en trois secteurs : l'Education de base, l'Enseignement moyen secondaire et la Formation professionnelle.

- l'éducation de base comprend l'éducation de base formelle avec le préscolaire, l'enseignement élémentaire et l'éducation de base non formelle avec l'alphabétisation fonctionnelle, les écoles communautaires de base, les écoles de troisième type.
- l'enseignement moyen et secondaire comprend l'enseignement moyen général, l'enseignement secondaire général et l'enseignement technique.
- la formation professionnelle intègre la formation professionnelle publique et privée.

A l'exception de l'enseignement technique, on retrouve à côté de l'enseignement public de chacun de ces sous-secteurs, un enseignement privé qui n'est pas très développé.

II.1. L'Éducation de base

II.1.1 L'enseignement élémentaire :

L'enseignement élémentaire (de 7 à 12 ans) est le sous-secteur qui progresse le mieux en matière d'accès tout en poursuivant l'amélioration des indicateurs de qualité. Le réseau se caractérise par ses écoles à cycle incomplet, son environnement peu sécurisant, la jeunesse de son personnel marqué par une inexpérience et un déficit de formation.

II.1.2 L'enseignement de base non formel :

Il propose des programmes de formation dispensés en dehors de l'école. Avec un public essentiellement composé d'adultes. Cet enseignement est beaucoup plus court, plus spécialisé et repose généralement sur des connaissances pratiques. Il forme à des métiers portant sur des sujets comme l'alphabétisation, la vie familiale, l'éducation civique ou sanitaire. Ce secteur du non formel englobe aussi les structures en charge de l'enseignement de la langue arabe (écoles franco-arabes).

II.1.3 Les écoles communautaires de base (ECB)

Elles prennent en charge les enfants âgés de 9 à 14 ans, non scolarisés ou déscolarisés très tôt ; trois profils de sortie possibles s'offrent aux auditeurs des ECB au terme d'une formation de 4 ans : l'accès au formel par les passerelles aménagées à cet effet, l'insertion directe dans la communauté, l'accès à des structures de formation professionnelle.

II.1.4 Les écoles de 3^e type

Ce sont des écoles confessionnelles. Elles ne sont pas très développées mais, d'ores et déjà, il convient de les avoir en repérage pour une meilleure prise en compte dans l'effort d'éducation.

II.1.5 La petite enfance

Elle comporte les structures de développement intégré de la petite enfance (garderies communautaires, écoles maternelles et cases des tout-petits), les écoles primaires publiques pour l'essentiel, les franco-arabes en nombre réduit.

Le concept d'éducation de base prend en charge le développement de la petite enfance, l'enseignement élémentaire, l'enseignement moyen et le non formel. L'enseignement

élémentaire et l'enseignement moyen constituent le cycle fondamental. La politique en matière de l'éducation est marquée depuis les années 90 par plusieurs réformes.

II.2. L'enseignement général

II.2.1 L'enseignement moyen et secondaire

La filière de l'enseignement général offre une formation générale dans toutes les matières scolaires. Cet enseignement est dispensé au lycée et au collège. L'enseignement général est nettement orienté vers la maîtrise des savoirs académiques nécessaires à la poursuite des études dans le supérieur.

II.2.2 L'enseignement technique.

L'enseignement technique constitue la branche qui offre un enseignement général allié à une formation et une qualification professionnelles. Cette institution fait la promotion de l'apprentissage et de l'enseignement technique. Il a pour objectif principal l'acquisition de qualifications professionnelles en vue de l'insertion dans l'emploi.

II.3 La formation professionnelle

II.3.1 La formation professionnelle publique

Il s'agit là d'un enseignement contrôlé ou géré par un organe dont la plupart des membres sont élus ou nommés par une instance publique ou sous sa supervision. L'établissement conserve son autonomie administrative mais dont le pouvoir de conférer des grades peut être confié, intégralement ou partiellement, à l'institution mère ou au Ministère chargé de l'éducation. Cette dernière supervise l'enseignement donné dans le cadre des programmes et confère les grades aux personnes qui terminent leurs études et livre habituellement ses propres grades et diplômes.

II.3.2 La formation professionnelle privée

C'est une entreprise commerciale enregistrée, licenciée ou autorisée conformément aux lois provinciales ou territoriales applicables à offrir des programmes de formation technique et professionnelle. En tant que consommateurs potentiels, les étudiants doivent, lorsqu'ils

choisissent un programme, prendre les mêmes précautions que pour tout autre achat important.

Le Sénégal, en misant sur le développement humain durable et la bonne gouvernance, a mis sur pied, pendant plus d'une décennie, un certain nombre de réformes dans le secteur éducatif pour répondre favorablement aux objectifs d'une éducation de qualité pour tous d'ici 2015.

Malgré sa position stratégique, ses populations dynamiques et ses ressources humaines, le Sénégal connaît des résultats mitigés en matière d'éducation, d'après les tests nationaux du Système National d'Evaluation du Rendement Scolaire (SNERS). Le système a connu, ces dernières années, beaucoup de perturbations liées à des manifestations diverses des enseignants, des élèves et aux attitudes du gouvernement. La situation économique et financière actuelle n'est pas, elle non plus, étrangère à cette difficulté.

Les dépenses pour l'Education représentent 40% du budget national, assurées par l'Etat, les Partenaires Techniques et Financiers, les Collectivités locales et les Ménages. D'autres mesures ont été prises dans le cadre de l'opérationnalisation du Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF).

Au cours des dix dernières années, le Sénégal s'est engagé politiquement et financièrement à démocratiser son système éducatif. En effet, le TBS a augmenté de plus de 20% entre 2006 et 2008, le redoublement et l'abandon ont, par exemple, sensiblement baissé.

Cependant, malgré les efforts fournis, l'amélioration de la qualité du système éducatif demeure un enjeu essentiel et vital pour les années futures.

III. Échec scolaire

L'échec scolaire est le phénomène des élèves quittant les systèmes scolaires modernes sans qualification ou diplôme et plus largement ayant des difficultés d'apprentissage

Ainsi, la notion d'échec scolaire reste complexe selon D. Bain (1989) car elle est au croisement de plusieurs disciplines (sociologie, psychologie, pédagogie, etc.) et pôles d'intérêts (politique, économique, etc.). Chacun voyant midi à sa porte, l'échec scolaire change de métrique et de définition selon le point de vue d'où l'on se place. "Echec" est-ce un terme qui couvre tout aussi bien une sortie du système éducatif sans diplôme ?

- Socialement, un élève en échec scolaire est potentiellement une personne qui n'aura pas les clefs pour évoluer d'un milieu social à un autre, d'une culture à une autre. Et de fait, l'échec peut apparaître lié à une notion de déterminisme social qui n'a aucun fondement sociologique valable. On parle souvent d'ascenseur social, de mainmise sur l'école par la classe dominante, de ségrégation, etc. L'échec scolaire, d'un point de vue sociétal, est donc lié à l'évolution, en termes de catégorie socioprofessionnelle, d'une génération à une autre.

- D'un point de vue politique, l'échec scolaire apparaît, avant tout, comme l'échec d'un projet de société ; la sélection fondée en justice étant l'objectif ultime de tout État.

Aujourd'hui, le concept d'échec scolaire est bien plus important qu'il y a trente ans. En effet, le manque d'emploi conduit les jeunes, sortis du système scolaire, vers une longue période de chômage, contrairement au passé où les métiers de l'artisanat permettaient aux jeunes de s'intégrer dans la société par le travail.

L'échec scolaire est devenu, assurément, l'un des phénomènes scolaires les plus visibles et qui, pour cette raison interpelle, les administrateurs scolaires, les pédagogues et les décideurs politiques. Il demeure généralement associé à l'idée d'insuccès, de perte, de régression ou de stagnation et surtout d'incapacité.

Dans une certaine mesure, professionnelle ou sociale et, pensés seulement comme résultats et non comme processus, réussite et échec sont des phénomènes qui s'excluent et se révèlent, en définitive, comme des catégories axiologiques permettant, à partir du résultat d'un travail, minutieux, d'extrapoler en jugeant l'auteur de ce travail pour lui attribuer une valeur intrinsèque.

En réalité, l'échec scolaire revêt un caractère négatif parce qu'interprété comme la preuve tangible et évidente d'une non assimilation voire d'une incapacité notoire à assimiler les enseignements ; une incapacité mesurée à l'occasion des différentes évaluations.

Mais on le voit, la question de la réussite différentielle entre les élèves n'est pas en cohérence avec une conception manichéenne de la réussite et de l'échec. Par exemple, l'échec anticipé est la conceptualisation de l'entrée tardive à l'école. C'est l'échec primaire puisqu'il montre que l'enfant échoue à fréquenter l'école lorsqu'il atteint l'âge scolaire défini dans le système d'enseignement. Jacqueline PILLET explique, par exemple, que l'entrée tardive à

l'école implique l'âge tardif d'accès à la vie active, même dans l'hypothèse optimiste où l'apprenant n'a pas redoublé.

Pour les africains, cet échec initial les confronte à trois types de contrainte: la durée de vie active réduite qui cumule son effet à une faible espérance de vie; débiteur virtuel de la famille ayant assumé les charges de sa formation et de son entretien; les difficultés «d'organisation» familiale pour achever les études du fait de la correspondance entre l'âge de la nuptialité et le temps d'atteinte d'un certain niveau d'études. Sous ce rapport, cet échec augure inéluctablement d'autres échecs.

L'échec se manifeste à chaque fois que les évaluations révèlent des résultats insuffisants par rapport à la moyenne exigée par l'institution scolaire et universitaire. Mais cette insuffisance peut être occultée par des procédures de tolérance au nombre desquels on compte le repêchage. On a affaire ainsi à un échec latent qui autorise l'apprenant à passer ou à être maintenu dans l'établissement selon les dispositions dérogatoires.

Un échec total peut, d'ailleurs se présenter comme l'aboutissement d'une série partielle ; c'est-à-dire un échec manifeste dans certaines matières lors des évaluations de routine ou des travaux dirigés, un manque de réussite qui compromet lourdement les résultats attendus mais qui peut aussi conduire à un échec latent par la mise en œuvre des procédures dérogatoires lorsque les résultats obtenus ne sont pas très éloignés de ceux exigés. Ces formes d'échec constituent donc autant de conditions pédagogiques aboutissant à des sanctions telles que le repêchage, le redoublement et l'exclusion.

Tout système définit des moyennes standard qui délimitent un intervalle de pertinence à l'intérieur duquel le repêchage reste possible, le nombre de redoublements autorisé dans un cycle et les conditions d'exclusion, même si les critères de redoublement peuvent varier d'un établissement à un autre. Les différentes formes d'échecs et les sanctions scolaires correspondantes peuvent dépendre, cependant, non des connaissances des élèves mais plutôt par le nombre de places disponibles.

Et, c'est parce qu'elles sont des révélateurs d'échecs scolaires que toutes les évaluations et, en particulier, les examens, figurent en bonne place au nombre des instruments de gestion scolaire. L'institutionnalisation des formes d'échec fait donc corps avec les principes de fonctionnement de l'institution scolaire. Et, en cela, le système d'enseignement constitue incontestablement l'une cause des échecs puisque les différentes

évaluations ont pour fonction de révéler l'aptitude et l'inaptitude des apprenants. D'ailleurs, pour justifier la diversité morale des professions, Emile Durkheim affirme « nous ne sommes pas tous faits pour réfléchir ; il en faut des hommes de sensation et d'action et, inversement, ceux qui aient pour tâche de penser ». L'échec scolaire serait ainsi donc la confirmation que l'apprenant ne dispose pas d'aptitudes requises pour réussir à, et, par l'école.

En outre, malgré les analyses effectuées par BOURDIEU et PASSERON sur le sujet, on n'a pas encore totalement renoncé à l'idéologie du don et de l'aptitude différentielle selon les milieux sociaux et donc à une certaine naturalité de ces critères. Et on ne s'aperçoit même pas que cette hypothèse génétique s'avère incompatible avec l'auto-culpabilisation recherchée dans, et, par la culpabilisation publique de l'apprenant car, en faisant du culte du mérite le principe de l'épuration scolaire, le système travaille à produire chez l'apprenant le sentiment de sa propre dépréciation, l'intériorisation de son indignité et, finalement la légitimation du verdict scolaire. L'apprenant se désigne parce que publiquement désigné à l'issue de l'évaluation comme inapte à l'enseignement, plus gravement, comme raté.

Cette entreprise de dévalorisation de l'apprenant par l'échec est le travail que le rapport de force organisant la société impose à l'école pour la reconnaissance unanime et publique du caractère équitable et méritoire des sanctions, puisque celles-ci manifesteraient les capacités individuelles réelles. En cela, cette entreprise remplit ainsi une fonction de dissimulation de l'échec de la pratique éducative.

Il s'agit d'abord de l'échec de l'enseignant qui n'aura pas réussi à transmettre à l'enseigné le contenu du programme sous forme de connaissances assimilées. Cet échec de l'enseignant dans la pratique professionnelle correspond, en dernière instance, à celui de l'apprenant, faute d'une communication pédagogique réussie. L'échec de l'apprenant s'explique par une mauvaise transmission du savoir et se donne immédiatement à lire comme insuffisance du savoir et/ou par des malentendus parce que le message reste brouillé et les conditions de sa réception par ne sont pas réunies. Si l'on en croit toujours BOURDIEU et PASSERON il faut, pour comprendre l'échec scolaire, « déterminer les facteurs sociaux et scolaires de la réussite de la communication pédagogique par l'analyse des variations du rendement de la communication en fonction des caractéristiques sociales et scolaires des récepteurs ». Ensuite l'échec scolaire doit être aussi perçu comme l'échec du système d'enseignement dans sa fonction de transmission légitimée des connaissances. En fait, si les apprenants cherchent à s'approprier des savoirs c'est bien parce que le système

d'enseignement se propose au moins formellement, du fait de la nécessité d'appropriation, de transmettre à tous des savoirs destinés à rendre possible la distribution professionnelle et à en revendiquer le monopole. Par ses caractéristiques structurelles, le système d'enseignement se présente pour l'apprenant comme limitation et appauvrissement de ses aptitudes et non comme diversification et développement intégral de celles-ci ou, pour reprendre l'expression de K.MARX, comme « la destruction de la variété originelle de ses aptitude »

Enfin, pour ROBERT BALLION, l'échec scolaire peut être considéré comme le résultat d'une entreprise n'ayant pas atteint les buts fixés.

C'est donc une difficulté réelle à conceptualiser le phénomène de l'échec scolaire. Et cette difficulté provient de son ambiguïté notionnelle et de sa position indéterminée dans le champ épistémologique. L'échec scolaire demeure un vocable du langage commun dont le contenu se renouvelle en permanence sous le mode de la manipulation par les institutions scolaires, un vocable qui se prend et qu'on se plaît à prendre pour un concept scientifique résumant les positions de quelques chercheurs.

Au Sénégal, et selon A. LEGER, les enfants des classes défavorisées en général et, ceux parmi eux qui ont connu des échecs dans leur cursus scolaire en particulier, trouvent difficilement un emploi. En réalité, les moyens de négociation dont ils disposent souffrent d'une efficacité avérée et ils restent, pour l'essentiel, à la merci des entreprises pour satisfaire à l'exigence d'une expérience professionnelle. Ils s'épuisent donc en stages qui se concluent rarement par des embauches.

IV. Déscolarisation

La déscolarisation est un phénomène de plus en plus préoccupant de nos jours et c'est dans ce souci que de nombreuses réflexions sont menées en vue de comprendre ses causes réelles.

L'interrogation sur les obstacles à la scolarisation se généralise chaque jour davantage et celle sur le décrochage scolaire a fait l'objet de travaux en nombre conséquent sur l'ensemble du territoire national depuis le début des années 2000.

Le terme « déscolarisation » est défini dans les dictionnaires comme « les sorties précoces du système éducatif ». Plus largement, il permet de reprendre plusieurs hypothèses

concernant les processus conduisant hors du système scolaire des jeunes de moins de vingt ans.

Au Sénégal, malgré les résultats obtenus dans la mise en œuvre des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement), des contraintes majeures subsistent. Ainsi, dans le secteur de l'Education, l'accès au service et la qualité de l'offre restent insuffisants, compromettant, par là, l'objectif d'achèvement de la scolarisation obligatoire, qui, de six enfants sur dix en 2009, n'était plus que quatre sur dix en 2000 d'après les sources des OMD. Ces résultats, bien qu'important, traduisent un rythme de progression encore lent par rapport à l'objectif fixé pour 2015. L'objectif de « l'Education pour tous » est donc loin d'être atteint et la situation ne pourra être sensiblement améliorée l'augmentation du taux de rétention des élèves dans le système scolaire.

La déscolarisation est la résultante de processus multifactoriels et, c'est bien la combinaison de plusieurs facteurs qui permet de les comprendre. Il s'agit bien de s'intéresser au processus de « désaffiliation scolaire » défini par Broccolichi (1998. p41), et qui renvoie « au fonctionnement des institutions scolaires, aux traitements différenciés des élèves et à l'interaction des contextes scolaires, familiaux et locaux qui modulent les parcours et expériences propres à chaque adolescent ».

Les processus de déscolarisation interviennent dans un contexte particulier, où les inégalités sociales perdurent au sein de l'école, même si le niveau d'instruction de la population jeunes s'est élevé depuis plusieurs décennies, et où les sorties sans qualification sont de plus en plus nombreuses. On observe encore une surreprésentation des fils d'ouvriers dans les filières professionnelles, et des fils de cadres dans les filières dites d'excellence, ainsi que des corrélations entre le niveau socio-économique des familles et les résultats scolaires des enfants, dès l'école élémentaire. C'est ce que Dubet (2000) appelle une « démocratisation ségrégative à l'interne ».

Les arrêts précoces de scolarité étudiés renvoient au décalage entre la culture scolaire et les cultures familiales. (Esterle Hedibel, 2007). Certains élèves sont alors stigmatisés comme perturbateurs et ne sont plus l'objet de projets pédagogiques. D'autres cessent leur scolarité par le retrait progressif d'une situation scolaire jugée insupportable. Les familles en situation de précarité voire de pauvreté (Millet et Thin, 2005), sont elles-mêmes dévalorisées et les parents, surtout les mères, principales interlocutrices des personnels

scolaires, ne peuvent apporter une alternative aux processus de retrait ou d'éviction scolaire de leurs enfants.

La déscolarisation, ou arrêt de scolarité apparaît comme un phénomène qui renvoie de manière aiguë aux inégalités sociales existantes au sein de l'école, et à l'extérieur de celle-ci. Des actions de prévention et de remédiation pédagogique existent qui, sans remettre en cause le fonctionnement global du système scolaire, permettent à des élèves en rupture avec l'école de trouver des alternatives à l'arrêt de scolarité sans perspectives.

Le « métier d'élève », expression couramment entendue en milieu scolaire et systématisée par Perrenoud (1994), comprend quatre points principaux : l'assiduité, le comportement, l'acceptation du travail demandé, ce qui pose des problèmes quand certains élèves ont des lacunes scolaires importantes ou manquent d'attention en cours, et enfin, les habiletés scolaires

La majorité des jeunes élèves se sont signalés par des perturbations importantes de l'ordre en classe mais encore par des conflits avec les enseignants, ce qui mène la plupart d'entre eux au conseil de discipline et, éventuellement, à une exclusion définitive. Les jeunes deviennent alors de plus en plus isolés et la nécessité du soutien parental prend le pas sur celle d'aller en classe.

Des élèves ayant quitté l'école par manque de réussite arrivent pourtant à trouver assez facilement un travail où ils sont encadrés et qui leur permet de gagner de l'argent et d'occuper une place importante au sein de leur famille en tant que jeunes salariés. Ils contribuent ainsi à l'équilibre budgétaire familial et, en outre, trouvent sans difficultés les moyens d'exprimer leur bouillonnement juvénile dans des cadres mieux élaborés et beaucoup plus intégrateurs que ceux que l'on peut rencontrer aujourd'hui. A présent, la situation est bien différente.

CHAPITRE II : Etat de la lutte sénégalaise dans la région de Dakar

I. Quelques données sociodémographiques et économiques

La population sénégalaise compte 10,6 millions d'habitants (2003) avec un PIB de 480 dollars par habitant (2001) et une population très jeune (à Dakar, environ 50% de la population a moins de vingt ans dans les quartiers défavorisés comme Yeumbeul et Pikine (Soumaré M. 2002).

Dans un contexte sénégalais contemporain de transition démographique et de mondialisation, où la population urbaine est passée de 23 à 42% (ONU, 2005), Dakar regroupe à elle seule 45% de la population urbaine du pays. La capitale économique et politique, pôle traditionnel d'enseignement supérieur abritant l'ensemble des services administratifs centraux et 95 % des entreprises industrielles et commerciales (Ndiaye, 2008), constitue la destination privilégiée des migrants sénégalais d'origine rurale.

Ainsi, l'un des phénomènes majeurs du Sénégal contemporain consiste en l'accentuation des déplacements de l'intérieur du pays (Diop, 2008). En 1997, la désertion des campagnes sénégalaises était telle qu'un Plan National d'Aménagement des Territoires, avec pour objectif le rééquilibrage de l'occupation des territoires, fut élaboré par le gouvernement sénégalais. Cependant cette stratégie n'a eu que peu d'effet et l'on assiste donc à Dakar à un phénomène de « pseudo-urbanisation » (Vernière, 1977) dans lequel le processus d'urbanisation, n'étant pas soutenu par une croissance de richesses (équipements, emplois, services) proportionnelle à la croissance spatiale et démographique, est caractérisé par un chômage endémique et un sous-équipement chronique.

Mais malgré ces caractéristiques, la situation économique et sociale des Dakarois reste largement plus favorable que celle des autres Sénégalais. La population reste à majorité très jeune et l'investissement sportif notoire.

Les jeunes étudiants comme les travailleurs actifs ou encore les jeunes chômeurs courent, s'activent sur les parcours de santé aménagés, investissent les plages ou encore les terrains vagues, les places libres dans les quartiers, les salles de sport quand ils le peuvent financièrement. On le sait, le sport joue bien une fonction cathartique pour une frange de la population jeune et résout probablement, même si c'est en partie, les problèmes de la violence urbaine, du désœuvrement, et de l'inoccupation chronique.

Il est donc clair que les pratiques sportives aussi bien que les spectacles et la médiatisation des sports, la lutte et le football, peuvent représenter des vecteurs éducatifs et

sociaux importants comme des pôles d'expression des individus et des communautés, ainsi que d'insertion sociale. Etre ou devenir lutteur devient alors l'objet d'un investissement. Outre les valeurs et les enjeux traditionnels, de nouveaux espoirs, porteurs de nouveaux rêves comme de nouveaux enjeux voient le jour. L'arène de lutte devient dès lors le lieu privilégié de l'exercice de cette pratique tant sportive, culturelle que sociale.

Dans la région de Dakar, notamment dans la banlieue, c'est désormais la ruée des jeunes vers les écoles de lutte mais également vers les écuries. A l'origine de cet engouement, les dizaines de millions de francs Cfa gagnés grâce à la signature des combats de lutte avec frappe.

La lutte est devenue une activité moderne prisée par les jeunes parmi lesquels certains sont des champions déjà confirmés dans leur terroir. Si en 2002, avec le parcours extraordinaire des « Lions » du football, les enfants s'étaient rués vers les écoles de football, rêvant de devenir des stars, aujourd'hui, c'est la lutte qui est en vogue. Des écoles de lutte sont envahies par des centaines de jeunes assoiffés de réussite qui s'entraînent tous les jours dans l'espoir de gagner leur vie.

Le rush des jeunes vers les écoles de lutte s'explique par le fait qu'ils ont vu des hommes tels « Tyson » et « Baboye », entre autres, parvenir, à force de persévérer, à une situation financière satisfaisante. Beaucoup de jeunes abandonnent ainsi l'école ou leur travail pour s'adonner à la lutte dans l'espoir de devenir riche

Au Comité National de Gestion de la Lutte (CNGL), on se félicite de la dimension atteinte par la lutte sénégalaise. Toutefois, l'actuel vice-président chargé de la lutte avec frappe, Cheikh Tidiane Ndiaye, précise qu'il y a des formalités à remplir pour ouvrir une école de lutte. Selon lui, « le CNGL veut promouvoir le développement de ces écoles ». Il faut noter que l'ouverture d'une école de lutte nécessite une certaines démarches administratives .Il faudrait que les promoteurs de ces écoles se rapprochent des autorités compétentes locales, notamment les maires des communes d'arrondissement et du CNGL, pour se « formaliser » conseille-t-il.

II. Les écuries et écoles de lutte

La lutte s'est développée avec l'exode vers les zones périurbaines occasionnant ainsi la création exponentielle d'écuries ou écoles de lutte. Ces entités représentent aujourd'hui des centres d'accueil de jeunes issus de la campagne ou de la banlieue dakaroise qui rêvent

d’embrasser une carrière de lutteur professionnel et de devenir des modèles de réussite dans son terroir à l’image de Manga II, Yékini, Bala Gaye I, Moustapha Gueye, Alioune Diouf...

Longtemps basées sur des principes claniques ou ethniques à l’image de celles sérère, Hal pulaar, du Baol et du Walo pendant des décennies, ces écuries ont longtemps fait office de point de chute de bon nombre de jeunes ayant fini de faire leur classe au niveau local et, ceci, pour différentes causes (liens parentaux- appartenance à un même terroir ...). Ces causes ne sont toutefois pas exemptes de conséquences telles que l’impossibilité d’organiser certains combats du fait des liens évoqués ci-dessus.

Cependant, ce phénomène a été éradiqué par Mohamed Ndao alias « Tyson » précurseur du mouvement « Boul falé » qui, bien que fils de Sérère a monté sa propre écurie pour défier Manga II, chef de file de l’écurie sérère d’alors et ancien « Roi des arènes ». Il sera suivi par Yékini qui créera également sa propre écurie « Ndakarou »

Ce fut ainsi le début de l’ère du changement au niveau de cette discipline qui a vu beaucoup de jeunes prendre ces derniers pour modèles afin de créer leur propre structure ; Zale Lo avec « Force tranquille », Rock Mballax avec l’écurie « Rock énergie », Boy Kairé avec l’écurie « Soumbédioune » en sont quelques illustrations.

Par contre, ces écuries ont vraisemblablement engendré la naissance d’écoles de lutte qui prolifèrent chaque saison dans ce milieu. En effet, avec la manne financière produite par la lutte, presque toutes les anciennes gloires se sont converties en entraîneur ou sont devenus Présidents d’écoles de lutte qui, le plus souvent portent leur nom. Il s’agit entre autres des écoles de lutte « Birahim Ndiaye », « Mbaye Guèye », « Manga II », « Balla Gaye », « Toubabou Dior »...

Ainsi, rien que pour la saison 2009-2010, une cinquantaine d’écoles de lutte ont rempli les conditions d’adhésion au niveau du CNGL. Ces institutions regroupent aujourd’hui des lutteurs issus de contrées, de villages, de pays et même de continents différents.

III. Le concept de jeunesse

Un jeune peut se définir comme un être ni enfant ni adulte mais doté d’une certaine maturité. La jeunesse constitue pour l’être humain la période où il se forme, où il vit projeté vers l’avenir et prenant conscience de ses potentialités. C’est l’époque où il bâtit ses projets pour l’avenir. Circonscrire l’âge de la jeunesse n’est pas tâche aisée dans la mesure où sa définition fait l’objet de la préoccupation de plus d’une discipline scientifique, à l’instar de la sociologie, la psychologie, la biologie et l’anthropologie.

Etant donné la partialité chacune des tentatives de définition avancée par ces différentes écoles, nous allons, pour les besoins de notre étude, opter en faveur d'une approche pragmatique par la détermination des critères de définition. Dans ce cadre, le critère chronologique sera le plus usité.

Les Nations-Unies, par exemple, délimitent la jeunesse entre quatorze et vingt-cinq ans. Pour la CONFEJES, la jeunesse se situe dans la fourchette de quinze à trente ans.

Notons tout de même que la délimitation de la jeunesse par le critère chronologique est faite en fonction des réalités socio-économiques politiques et culturelles. C'est ainsi que pour le document sur la situation de la jeunesse sénégalaise paru en 1984, cette tranche d'âge se situe globalement entre quinze et trente ans

Pour mieux spécifier cette classe d'âge, le document énumère les aspirations des jeunes en ces termes : « plus d'indépendance vis-à-vis de la cellule familiale et parentale, plus de responsabilité dans la conduite des affaires et la participation aux décisions qui les concernent, plus d'écoute de la part des moins jeunes et une meilleure implication dans le fonctionnement social comme dans les processus de développement économique et social ».

Comme le Sénégal constitue notre champ de recherche, nous allons nous tenir à ces critères et considérer comme jeune dans la présente étude, tout individu dont l'âge se situe entre quinze et trente ans.

DEUXIEME PARTIE:

METHODOLOGIE

DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE

La construction de notre terrain d'enquête a nécessité la détermination d'une population d'étude dont la composition a été tributaire des conditions particulières du milieu de la lutte et notamment des écuries. .

Par ailleurs, nous avons opté pour un recueil des données d'ordre qualitatif, ce qui n'exclut ni la rigueur de l'analyse, ni le souci d'objectivité.

I. MATERIEL ET METHODE

I.1. Matériel :

Il s'agit ici de caractériser les matériaux utilisés dans la collecte et la présentation des données. Ainsi, au cours de notre enquête, nous avons utilisé :

- Un Dictaphone pour l'enregistrement des entretiens avec les lutteurs
- Un Ordinateur portable aidant dans la sauvegarde et la saisie des données
- Carnet et stylo pour la transcription des données audio
- Le logiciel Digital Voice Editor 3 pour la réécoute des fichiers enregistrés

I.2 Mise en place du terrain :

Sur le terrain nous avons utilisé plusieurs rouages et astuces pour obtenir des réponses aux questions posées. Il a fallu parfois les mettre en confiance en leur montrant que l'on connaissait leur palmarès sportif. Il nous est même arrivé de mettre de la musique sérère telle que le « Dioup » ou les meilleures chansons des cantatrices sérères de l'arène. Cette procédure les rend généralement plus prolixes dans leurs réponses.

Nous avons aussi de temps à autre décrit aux lutteurs l'ambiance des combats avons alors constaté sur leurs visages l'expression d'une motivation très accentuée. Certains lutteurs d'ailleurs sont très enthousiastes à l'idée d'être interviewés. Nous avons beaucoup joué sur leur performance et leur technique après avoir observé auparavant leurs vidéos ; cela nous a permis de connaître leurs moments de gloire et leurs points sensibles. La patience au fil des minutes nous a aussi donné le moyen de soutirer des informations précises et relativement confidentielles.

I.2. Méthode :

I.2.1. Entretiens semi directifs :

Nous avons choisi la méthode d'entretien semi-directif pour mieux comprendre et mieux connaître les différents facteurs déterminant la situation des lutteurs en corrélation avec le thème de notre sujet. Il faut surtout noter que les entretiens répondent au principe selon lequel les mêmes questions doivent être posées à toutes les personnes interrogées pour plus de rigueur et de maîtrise des situations et des questions.

Dès lors, cette cible constitue de précieuses personnes-ressources, mais, avant tout, des personnes respectables avec lesquelles nous avons échangé pour comprendre en tenant compte de leur objectivité mais aussi leur subjectivité. Cela a exigé de nous une écoute attentive des personnes interrogées avec neutralité, bienveillance, disponibilité et ouverture d'esprit mais aussi la nécessité de mener les entretiens avec rigueur, fermeté et vigilance.

Les détails pratiques sont :

- Le respect des horaires de rendez-vous
- L'enregistrement nécessaire des entretiens
- La retranscription
- La traduction en français avec le souci permanent de fidélité quant aux mots utilisés et l'indication des interlocuteurs suivant les questions et les réponses.

Par ailleurs, certains termes ne devront pas être traduits, mais définis en notes.

Pour autant, dans la conduite des entretiens, nous avons essayé d'être le plus souple possible dans l'échange en écoutant attentivement la personne interrogée. Nous avons surtout évité d'énumérer les questions mais de rebondir sur les propos pour articuler une nouvelle en rapport avec ce qui vient d'être dit.

Nous avons donc, sans tomber dans la familiarité avec nos interlocuteurs, créé ainsi un lien nécessaire à l'obtention des données souhaitées. En somme, il s'agissait de jouer à la fois sur la proximité et la distance. Tout en étant partie prenante de la conversation il nous a fallu maintenir la distance indispensable pour maîtriser la conduite de l'entretien et la neutralité requise.

Nous avons aussi évité les réactions qui pouvaient être interprétées comme des jugements de valeur. Il a fallu également recadrer la personne interrogée lorsque celle-ci s'éloignait de la question posée afin de rester centré sur notre thématique.

En outre, nous avons demandé à la personne de se présenter rapidement. Lorsque les réponses étaient trop laconiques, nous les avons incitées à les développer en trouvant des biais, des formules plus simples mais surtout un angle d'attaque pour mieux les faire parler.

L'élaboration du questionnaire a été faite en concertation avec nos Directeurs de mémoire et à l'issue d'une discussion libre mais sérieuse où chacun s'est efforcé de réfléchir sur les questions d'ordre général, sur l'identité des lutteurs, leur niveau d'études, leurs professions, les raisons de l'abandon scolaire, l'importance des études, le désir de continuer ou de reprendre les études, la possibilité pour eux de concilier la lutte et les études, le rôle des écoles de lutte et les écuries dans leur projet professionnel.

I.2.2. Fiches signalétiques

Afin d'obtenir des données rigoureuses sur l'identité des lutteurs interrogés et de mieux les connaître, nous avons opté pour l'élaboration systématique de fiches signalétiques individuelles.

Ces aspects correspondent donc à nos objectifs de recherche et constituent la trame de la description et de l'analyse de nos résultats.

II. Population d'étude

Notre étude a porté sur les licenciés des différentes écuries et écoles de lutte de Dakar comme l'Ecurie Ndakaru, l'Ecole de lutte Balla Gaye et l'Ecole de lutte Manga II.

Nous avons choisi ces écuries et écoles de lutte en raison de leur popularité et de leur position géographique : Ecurie Ndakaru à la Médina (Dakar- plateau), Ecole de lutte Manga II aux Parcelles assainies et Ecole de lutte Balla Gaye à Guédiawaye.

Nous avons ciblé quinze lutteurs dont l'âge varie entre quinze et trente ans, ce qui est suffisant pour être significatif dans ce genre d'étude où la saturation est à trente individus. Pour ce faire, nous avons choisi des lutteurs en fonction de leurs performances et de leur vécu de sportif mais aussi en tenant compte de leur résidence à Dakar et à sa banlieue. Nous avons

aussi pris en considération leur niveau d'études en relation avec leur âge et leur palmarès du moment.

Nous avons interrogé quinze lutteurs, trois Présidents d'écurie et d'école de lutte puis trois parents de lutteurs avec lesquels des entretiens semi-directifs ont été effectués. Pour chaque lutteur, une fiche signalétique a été remplie afin de relever quelques données morphologiques et sociales, nécessaires à l'élaboration d'une banque de données. Nous avons ainsi posé les mêmes questions à tous nos interlocuteurs avec le maximum de rigueur et une bonne maîtrise des situations et des questions. Les lutteurs nous ont accueillis dans leur cadre d'évolution, c'est-à-dire l'écurie ou la salle de musculation avant ou après les séances d'entraînement.

Cet échantillon répond, à nos yeux, au souci de pertinence basé sur les points suivants :

- choix d'inclusion des individus en fonction de la diversité des parcours : jeunes débutants, lutteurs confirmés, personnes en fin de carrière ;
- choix d'inclusion en fonction de la répartition géographique à Dakar des écuries de lutte : diversité des quartiers, mais aussi des différentes pratiques de la lutte

Notre échantillon n'a bien évidemment aucune prétention d'exhaustivité, sinon, celle d'être construit selon un protocole de recherche privilégiant les données de représentations et de sens.

III. Difficultés et biais :

Nous avons été confrontés à beaucoup de difficultés liées dans un premier temps à la demande de rendez-vous avec les lutteurs. Certains d'entre eux qui étaient sous contrat ont refusé catégoriquement de nous rencontrer et leurs lieux d'entraînement étaient strictement gardés et l'accès refusé au public. Leur entourage pose aussi des problèmes car ils exigent des informations telles que l'identité de l'enquêteur ou bien l'autorisation qui lui a été fournie. A défaut de cela, il faut disposer d'un réseau relationnel très important pour arriver à pénétrer ce milieu fermé.

Nous avons constaté que le milieu de la lutte est comme un véritable « bunker » où il faut satisfaire à de nombreuses exigences avant d'être autorisé à y pénétrer. En réalité, le caractère superstitieux de la lutte fait que la méfiance reste toujours de mise. Il faut aussi noter

une réticence à répondre certaines questions dans la mesure où le milieu de la lutte est très fermé et les croyances magico-religieuses rendent très méfiants et suspicieux les acteurs, notamment ceux chargés de la préparation mystique.

Les lutteurs sont très réservés sur certaines questions et ont tendance à faire des détours pour donner leurs réponses surtout à propos de l'Etat civil. On remarque également que les lutteurs au sommet de leur carrière sont plus difficiles à aborder que les jeunes, mais aussi, que ceux qui s'approchent de leur fin de carrière sont plus disposés à s'exprimer sur les sujets tabous. Enfin nous constatons que les lutteurs changent constamment de numéro de téléphone, ce qui rend difficiles toutes tentatives de les joindre.

TROISIEME PARTIE:
RESULTATS INTERPRETATION
ET DISCUSSIONS

TROISIEME PARTIE : RESULTATS, INTERPRETATIONS ET DISCUSSIONS

CHAPITRE I : Résultats et interprétations

A l'issue de l'analyse des données recueillies lors entretiens semi directifs et après les avoir répertoriées et classées avec le plus de rigueur possible, nous pouvons les décrire et les interpréter, puis nous serons en mesure de dégager des tendances dominantes relatives à notre problématique initiale.

I. L'incompatibilité dominante entre les études et la lutte

Dans la plupart des réponses obtenues dans les entretiens semi-directifs sur la question, nous avons constaté que la plupart des lutteurs jugent impossible la conciliation harmonieuse entre les études et la lutte (33%).

La compatibilité entre les études et la lutte demeure problématique car les lutteurs éprouvent des difficultés à satisfaire normalement en même temps aux exigences d'ordre temporel que requièrent ces deux activités (47%) car la lutte est un sport très exigeant qui demande beaucoup de rigueur lors des entraînements marqués leur intensité.

La plupart d'entre eux affirment que la lutte est un sport très difficile qui demande abnégation et surtout assiduité aux entraînements .Cependant, certains affirment que la lutte peut se concilier avec les études (40%).

II. Volonté de reprendre les études

Deux seulement soit 26% ont émis le souhait de poursuivre si possible leurs études tout en vivant pleinement leur passion pour la lutte. Ils adhèrent au concept de Sport-études

Il est certain pour ces deux lutteurs que le sport présente des avantages comme le bien-être, c'est-à dire gagner sa vie et être en bonne forme. L2 affirme « la carrière d'un lutteur est courte tandis que la vie professionnelle te suit toute la vie ».

III. Echec scolaire

Certains lutteurs (33%) ne sont plus scolarisés pour des raisons diverses allant du désintéressement au manque de ont moyens en passant par l'inadaptation scolaire ou encore à l'échec scolaire. Ils affirment avoir arrêté l'école parce qu'ils n'étaient plus intéressés, et aussi, que les parents n'avaient pas les moyens de financer leur scolarité.

L'impact de la lutte sur la rupture scolaire est considérable car certains jeunes lutteurs ont abandonné leurs études pour se consacrer définitivement à la lutte. La lutte reste leur seul espoir de réussite. Certains lutteurs (87%) précisent que leurs conditions de travail sont trop pénibles et leurs revenus trop modestes pour leur permettre de reprendre les études. Ils ont décidé de quitter l'école pour se consacrer exclusivement à la lutte espérant ainsi subvenir à leurs besoins. Pour eux, l'échec scolaire est dû, le plus souvent, à des problèmes d'ordre économique, social et à des difficultés liées à la nécessité de travailler pour subvenir au besoin de leur famille. Ils quittent donc l'école pour travailler dans les champs, garder le bétail ou encore apprendre un métier manuel. Ils quittent donc l'école non pas pour s'adonner à la lutte mais pour des raisons plutôt économiques et, il ne leur reste plus que la lutte pour espérer gagner de l'argent.

IV. La lutte comme un empêchement à la scolarisation des jeunes

La lutte, porteuse d'espoir de réussite, est perçue comme le moyen le plus sûr de s'en sortir. Les jeunes sont alors capables d'endurer les fortes contraintes liées aux entraînements car la lutte est à leurs yeux un moyen de promotion sociale, plus fiable et plus accessible que les études (33%). La lutte apparaît alors lors des entretiens comme un moyen de réussite sociale pour les jeunes lutteurs, qui, pour la plupart, ont un niveau d'étude très faible. La plupart d'entre eux juge cette pratique plus importante que toute autre activité au point de se tourner totalement vers la lutte (87%),

Certains minimisent la scolarisation décident volontairement d'abandonner leurs études pour se consacrer entièrement à la lutte minimisent la scolarisation construire leur avenir (20%).

D'aucuns encore, par inadaptation ou échec scolaire décident de s'orienter vers les écoles de lutte et écurie. La lutte représente la seule activité qui les valorise en leurs donnant une image positive d'eux, beaucoup plus que l'école où ils sont en situation d'échec et qui représente, de fait, un lieu dévalorisant et source d'échec.

V. Le rôle de l'écurie et école de lutte

L'écurie est un regroupement organisé par affinité ou par ethnie où se rencontrent les lutteurs pour s'entraîner aux techniques de base de la lutte avec frappe et pour se faire de

l'argent, devenir des modèles, des idoles comme Yékini contrairement à l'école de lutte où on dispense une formation en lutte

Les deux constituent un foyer important de socialisation, de sociabilité et d'éducation. L'écurie représente pour les jeunes lutteurs une seconde famille dans laquelle ils acquièrent un certain nombre de valeurs sociales tout en y apprenant la lutte. Selon Manga II, « une école de lutte on apprend aux jeunes à se prendre en charge à bien se comporter, c'est-à-dire à bien se comporter dans la société. La lutte est une activité qui participe grandement à l'éducation aux valeurs morales et traditionnelles des jeunes lutteurs. »

On leur apprend à l'intérieur de l'écurie à faire preuve de courage, de bravoure et d'abnégation ; des valeurs telles que l'équité, la loyauté, le fair-play et le respect de l'adversaire. Cela correspond, au fond, à une maxime de l'opinion commune, à savoir comme le disent les sages « l'adversaire n'est pas un ennemi qu'il faut écraser, mais plutôt un partenaire indispensable à qui l'on doit un grand respect ».

L'école de lutte et l'écurie éduquent aussi à la vie en commun, à la solidarité et l'entraide et pour certains, elle concourt à consolider les rapports avec les confrères autour d'une équipe soudée unie comme un seul homme (40%).

L'écurie est plus proche du modèle de la famille que de celui de l'école. Elle donne l'occasion aux membres d'élaborer un projet de vie de réaliser en partie leur projet de vie. Elle est le lieu de la socialisation.

Cependant, malgré son importance, le rôle de l'écurie demeure complexe car, hormis les éléments de transmission technique qui relèvent du savoir-faire, ses fonctions sont variées. Elle vise à renforcer la participation citoyenne active des jeunes, la compréhension mutuelle et la tolérance.

Elle vise aussi à développer l'engagement actif des jeunes et contribue à la coopération pour assurer la mise en œuvre progrès du jeune lutteur. Elle a pour objectif d'encourager et d'accompagner les jeunes à s'engager dans le milieu sportif. L'écurie véhicule les valeurs d'éducation et intégration sociale du sport. Elle demeure l'un des derniers grands secteurs économiques c'est-à-dire un moyen d'accès à la richesse.

CHAPITRE II : Discussion

I. La lutte et la scolarisation

On remarque que ceux qui se déclarent lutteurs professionnels ont quitté l'école très tôt. Certains ne l'ont même pas fréquentée. Ils reconnaissent que c'est pour eux un handicap.

La difficulté de concilier entre la lutte et les études peut également résider dans la situation actuelle de crise dans certains milieux scolaires et les nombreux problèmes qu'elle peut engendrer à savoir le désintéressement, l'abandon, l'échec entre autres. Il est donc impératif que des mesures soient prises par les autorités administratives en sanctionnant positivement ou négativement l'assiduité, la ponctualité ou encore le comportement des élèves en classe afin d'éviter une probable perturbation dans le fonctionnement du système éducatif.

Le milieu de la lutte reste un lieu où la plupart des acteurs ont un niveau d'études relativement bas. Bon nombre des lutteurs ont abandonné dès l'école primaire. Cela explique le niveau d'instruction parfois trop faible. Ils placent donc la lutte au dessus de toute autre activité.

L'éducation est pourtant au centre des préoccupations des hommes politiques et constitue aujourd'hui un enjeu réel, Ainsi, pour promouvoir le développement et la croissance économique de notre pays. L'Etat met une part sans cesse plus importante de ses ressources financières au service des causes éducatives.

D'autre part, les problèmes de l'éducation restent un défi permanent dans le domaine des droits humains au Sénégal, à l'instar de tous les pays ayant contribué de manière significative à la réalisation du projet de l'Education pour tous. Néanmoins, cette politique ne prend pas en compte toutes les couches de la population. En cela, la lutte constitue un engouement et gagne de plus en plus du terrain.

Notre étude montre que malgré les efforts de l'Etat, tous les jeunes ne bénéficient pas du droit à l'éducation, notamment les plus démunis. C'est ceux-là que l'on retrouve dans les écoles de lutte.

Elle attire les jeunes au point qu'ils délaissent même leurs études tandis le bilan de l'éducation reste insuffisant car la fréquentation, le niveau des élèves, l'abandon et le

redoublement, la faiblesse des résultats scolaires ainsi que le peu d'assiduité des enseignants poussent les jeunes à sortir du cadre scolaire pour fréquenter le milieu de la lutte et monnayer leur force et leurs talents .

Ce phénomène est d'autant plus complexe que l'école connaît un certain nombre de problèmes tels que le manque de matériel didactique , la pauvreté dans les familles d'élèves, la recherche effrénée de l'argent, le coût élevé de la scolarité hors de la portée de certaines familles de même l' issue incertaine n'encouragent pas le maintien des jeunes à l'école ; surtout ceux qui fréquentent déjà le milieu de la lutte .

Plus grave, l'autorité du professeur est de plus en plus contestée. Les diplômes sont dépréciés et n'apparaissent plus comme un passeport automatique pour l'émancipation sociale, ce qui amplifie la déception des jeunes vis-à-vis de l'école. Ceux-ci doutent désormais de sa réelle efficacité en faveur de l'intégration professionnelle tandis que les parents ont perdu la confiance qu'ils plaçaient dans un système bâti sur l'idée d'une égalité des chances.

Toutes ces difficultés, conjuguées la précarité conjoncturelle, poussent les jeunes à rester davantage en dehors de l'école à la recherche des moyens de subvenir aux besoins de leurs familles

II. Le problème des écoles et les écuries de lutte

Lorsqu'on interroge les lutteurs, il apparaît clairement que ces institutions participent à l'éducation générale de l'individu par la mise en place de règles de vie communes que les dirigeants veillent à faire respecter. Mais il apparaît aussi que cette éducation souhaitée pour les jeunes n'est jamais formalisée, ne fait l'objet d'aucun projet spécifique. On constate le manque de politique éducative destinée aux jeunes lutteurs. D'autre part rien n'est mis en place pour tenter de rescolariser, alphabétiser ces lutteurs, comme si les dirigeants ne voulait ni voir ni résoudre ce problème

Les écuries et écoles de lutte sont considérées comme une véritable seconde famille étant donné le temps que les lutteurs y passent alors qu'aucune forme éducation n'y est proposée si ce n'est un apprentissage de la lutte une préparation aux valeurs morales et traditionnelles telles le respect , la loyauté , le courage et l'abnégation.

Force donc est de constater qu'aucun programme ni aucun projet éducatif n'est élaboré au sein des écuries. Leurs préoccupations majeures, sans exception, à produire de grands champions capables de gagner de l'argent. Les jeunes lutteurs croient que leur détermination, leur volonté, et leur investissement dans l'effort leur permettront de devenir un jour le roi des arènes. En définitive, la lutte apparaît comme un moyen de réussite, de promotion sociale et d'espoir de célébrité.

D'ailleurs, Il n'est finalement pas exagéré d'affirmer que ce sport de combat fait partie du système l'éducation sénégalais ; en témoigne ce point de vue du Président du CNGL a cours de notre entretien: « ... ce que je pense de la lutte , c'est ce que pensent les sénégalais en général .Cela veut dire c'est un sport bien de chez nous , surtout la lutte avec frappe qu'on ne trouve nulle part ailleurs à travers le monde et qui, depuis quelques années, prend de l'ampleur et commence même à se professionnaliser. Ainsi, il permet à une partie de notre jeunesse, qui, malheureusement, à cause des échecs scolaires ou de l'absence de scolarisation pouvaient devenir des agresseurs ou autres, d'exprimer de façon positive cette violence qui est dans tout individu et, à partir de là, gagner honnêtement leur vie, mais surtout de se valoriser par rapport à cette société à problème».

III. Les lutteurs

Ils étaient au total quatre mille cent dix en 2010 à souscrire au niveau du CNGL et constituent, en fait, la matière première de l'arène. Sans eux, nul ne peut organiser un combat. Mais depuis une dizaine d'années, les lutteurs ont changé de mentalité et ont compris que la lutte est devenue un métier et non un jeu on vient uniquement prendre du plaisir.

Le développement de la lutte a débuté avec l'avènement de Mbaye GUEYE, le « tigre de Fass » qui a amené, pour la première fois, le cachet à un million de Francs CFA. Ensuite, le cachet a grimpé à six millions avec l'avènement de Moustapha GUEYE puis à vingt avec celui de Mouhamed Ndao «Tyson» qui a apporté une touche nouvelle avec la génération « Boul fallé ». Ce dernier a su montrer, qu'au-delà de la personne du lutteur, il y a une identité et une personnalité qu'il faut affirmer.

A partir de là, le respect et le charisme des lutteurs sont mis en avant. Quand des lutteurs se permettent de s'exprimer en français ou anglais, cela a une signification ! Mieux, les lutteurs ont acquis un standing social qui fait beaucoup d'envieux et sont devenus aujourd'hui des références dans la société sénégalaise.

C'est pourquoi, dans la dignité mais avec détermination, les lutteurs exigent et obligent l'arène à se mettre au diapason des réalités. En fait, les lutteurs sont pratiquement, en tout cas, pour les ténors, des opérateurs économiques et évoluent dans le business.

IV. La lutte comme source de développement économique

Le sport est devenu ces temps derniers une activité avec des incidences économiques évidentes. Pendant de nombreuses années, cette fonction a été gommée du fait de la domination d'une conception anglo-saxonne et coubertinienne du sport fondée sur le bénévolat et réservé à une élite financière aisée. Mais peu à peu, principalement au cours du XX^e siècle, l'argent a pénétré la sphère du sport. Comme pratique ou comme spectacle, la lutte, un sport de combat est cependant devenu un moyen d'insertion des jeunes auparavant marginalisés.

Ce secteur est devenu aujourd'hui un tremplin de réussite pour bon nombre de ses acteurs. Dans un passé récent, l'agression, le vandalisme voire le banditisme occupaient nos palabres à cause du chômage notoire des jeunes dû à l'échec scolaire, au manque de moyens mais surtout à la pauvreté de la population sénégalaise en général et particulièrement dans la banlieue (cf. état des lieux supra).

Pour les lutteurs ce sport devient un moyen d'insertion sociale. Ils insistent fortement sur les possibilités financières qu'offre la lutte avec frappe comme le fait remarquer. Dans ce même sillage, L1, lutteur en activité, déclare lors de notre entretien « j'ai noué mon « nguém » pour aider ma famille et réussir dans la vie. Ces gens qui font aujourd'hui les devants de la scène ne sont ni plus forts, ni plus courageux que moi. Donc, avec un peu de sacrifice je pourrai un jour accéder à leur niveau et réaliser le vieux rêve d'amener ma mère à la Mecque et lui payer une belle maison ».

La diminution des agressions est consécutive à l'essor de la lutte et on note aujourd'hui une ruée généralisée vers ce secteur qui, de ce fait, apparaît beaucoup plus qu'une activité sportive ordinaire. Les lutteurs sont devenus des leaders, des héros, des modèles de réussite voire des produits marketing.

A la question de savoir si la lutte d'aujourd'hui est un sport ou un business, Abdoul Wahib Kane, professeur à l'INSEPS de Dakar dit que « c'est le mariage des deux que l'on

voit actuellement dans l'arène et en dehors. Les sportifs ont des préparateurs physiques attirés, et chaque lutteur à un manager, un avocat pour le conseiller. La carrière d'un lutteur est cependant relativement brève. Les lutteurs essaient donc d'amasser le maximum de gains tant qu'ils le peuvent et songent à veiller au mieux à leurs intérêts »

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Conclusion

A l'issu de notre étude portant sur la problématique des écoles de lutte et les écuries concernant la déscolarisation des jeunes lutteurs à Dakar, nous avons mis en évidence plusieurs aspects qui répondent à notre thématique .

Pour le premier aspect, l'ensemble des écoles de lutte et les écuries regroupent des jeunes en âge de scolarisation, mais la quasi-totalité des jeunes lutteurs ne fréquentent même pas l'école.

Ce qui permet de dire que la lutte suscite chez les jeunes un engouement particulier et garde toujours son aspect populaire à telle enseigne que certains jeunes lutteurs sont prêts à abandonner leurs études pour s'y consacrer définitivement mais c'est avec une grande conviction que nous rejoignons les idées de **Chatard et de Leroy** selon lesquelles « Quand un phénomène d'une énorme ampleur se manifeste, se développe et se maintien, il appelle l'attention et l'intérêt de tous les responsables nationaux ».

Il faut effectivement que toutes les personnes physiques ou morales qui gravitent autour de ces deux activités, l'école et la lutte, avec l'implication des medias comme supports incontournables, travaillent dans le but de trouver des solutions face à ce constat de déscolarisation des lutteurs.

Pour le deuxième aspect, c'est-à-dire la lutte comme phénomène de société, le lutteur est considéré comme un vecteur social .Il promet des valeurs jugées positives ou bénéfiques pour la société à l'exemple Yékini qui s'investit dans la lutte contre le paludisme.

Pour le troisième aspect, l'éducation scolaire voit son importance baisser comme le montrent les analyses que nous avons faites. Les écuries et les écoles de lutte ne semblent pas préoccupées par le problème de la déscolarisation qui touche la majorité des jeunes fréquentant ces établissements. La formation du lutteur s'accompagne d'une éducation générale mais sans que cette dernière fasse l'objet d'un projet bien établi. En revanche, les dirigeants des écuries maintiennent les jeunes dans l'espoir de devenir champion. La question de l'alphabétisation, de la rescolarisation ne semble pas les concerner. Peut-être serait-il intéressant de profiter de l'engouement des jeunes pour la lutte et leur fréquentation assidue de l'écurie pour mettre au point, en relation avec l'éducation nationale, des plans de rescolarisation, d'alphabétisation pour espérer atteindre « l'éducation pour tous ».

Dans cette recherche, nous avons constaté que la majorité des lutteurs n'exercent pas d'autres activités lucratives ; ce qui semble vouloir dire qu'ils n'ont que la lutte comme activité principale et espèrent profondément y réussir. Les écoles de lutte ne pourraient-elles pas les aider à envisager une réinsertion qui ne soit pas exclusivement fondée sur une carrière le lutteur ?

Perspectives

Pour une meilleure organisation de la lutte dans toutes ces facettes, il incombe aux dirigeants de prendre certaines décisions tendant à renforcer la réflexion sur les cadres conceptuels de l'alphabétisation et la rescolarisation des jeunes qui fréquentent les écoles de lutte. Il s'agirait alors d'élaborer et mettre en œuvre un programme d'éducation dans les écuries et les écoles de lutte. Le CNGL doit à notre avis anticiper sur les éventuels cas de litiges liés par exemple à l'éducation des jeunes lutteurs. Peut-être le CNGL et l'éducation nationale pourraient-ils aider financièrement ou humainement les écoles de lutte souhaitant s'impliquer dans ce projet.

L'aspect culturel doit aussi bénéficier davantage de temps dans le déroulement des manifestations de lutte. Il faut, en outre, permettre aux lutteurs de montrer leur « bakk et Touss », c'est-à-dire leur chorégraphie, car la lutte est avant tout une affaire de culture et de tradition.

Il convient cependant de songer à la création d'une fédération à l'instar des autres disciplines sportives. Cette instance aurait pour mission de réglementer mais encore d'unifier les anciennes gloires, les amateurs, les lutteurs, les arbitres, les spécialistes et les promoteurs, toutes les ressources humaines, pour une plus grande professionnalisation et une meilleure exploitation de ce sport dit de « chez nous »

La formation des lutteurs tendant à renforcer leurs acquis dans le domaine des nouvelles techniques d'entraînements sportives doit être prise en considération pour atténuer les risques de blessures et éviter certains cas de dopage. Aussi pourrait-on envisager le port de gants adapté aux exigences du sport olympique car l'esprit de la lutte demeure la noblesse dans le sport.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

❖ Ouvrages

A. LEGER, « les déterminants sociaux des carrières des enseignants », in *Revue française de sociologie*, XXII, 4ème édition, CNRS, Paris, 1981, pp 549- 574.

D. BAIN, «Un point de vue de psychologue devant les interprétations sociologiques de l'échec scolaire», in *PLAISANCE, L'échec scolaire*. Editions du CNRS, Paris, 1989, pp. 165-177.

E. DURKHEIM, *Education et Sociologie*, PUF, Paris, 1977, p 42

J. PILLET, « L'âge scolaire », in *L'enseignement en Afrique Tropical*, PUF, Paris, 1971 p192.

K.MARX, *Le Capital*, Edition du progrès, Moscou, 1982

N. NDIAYE, « Dakar et ses étrangers: la construction politique et sociale de la cohabitation communautaire », in Diop M.C (Dir), « Le Sénégal des migrations: Mobilités, identités et sociétés », Karthala, Paris, 2008, p 434.

P. BOURDIEU et J-C PASSERON, *Les Héritiers*, Editions de Minuit, Paris, 1964.

R. BELLION, «Situation d'échec et réorganisation psychosociologique ». In Paul Henry-Chombart Lauve, *Aspiration Transformation sociale*, Editions Anthropos, 1970, p42.

❖ Memoires et Thèses

BADJI A, « La lutte traditionnelle Joola : études et perspectives. », Mémoire de Maîtrise INSEPS, DAKAR, 1981-82.

H. SY, « Système éducatif: Aspiration sociale et la question de la Reforme scolaire au Sénégal, Thèse de 3°cycle, UCAD, 1988.

J. BASSÈNE, «Lutte dans le Kassa. », Mémoire de Maîtrise, INSEPS, DAKAR, 2009.

J. V. FAYE, « La lutte traditionnelle: son importance, sa signification en fonction des ETHOS et des HABITUS ethniques au Sénégal. », Mémoire de Maîtrise, INSEPS, DAKAR, 1983-84.

❖ **Webographie**

- <http://www.mbeursenegal.com/actualités/311-docteur-alioune-sarr-president-du-cng-de-lutte/il-y-a-trop-de-mystique-dans-l-arene>
- <http://www.mbeursenegal.com/actualités>
- www.au-senegal.com/La-lutte-senegalaise.html
- http://www.au-senegal.com/spip.php?page=article_pdf&id_article=95
- http://fr.wikipedia.org/wiki/Lutte_s%C3%A9n%C3%A9galaise
- <http://www.dembilamb.net/>
- http://www.google.sn/search?hl=fr&client=firefox-a&hs=KFa&rls=org.mozilla%3Afr%3Aofficial&q=la+lutte+au+s%C3%A9n%C3%A9gal&aq=f&aqi=g1&aql=&oq=&gs_rfai=

ANNEXES

ANNEXES I

QUELQUES QUESTIONS DESTINEES AUX ENCADREURS

- Quel est l'effectif total ?
- En quelle date l'école a été créée ?
- Qu'est ce qu'une école de lutte ?
- Est-ce la même chose qu'une écurie ?
- Combien de licences compte cette écurie ?
- Combien de lutteurs non licenciés ?
- Quels sont les règlements intérieurs à respecter ?
- Quelle est la politique éducative menée pour les jeunes ?
- Pour être lutteur, quels sont les critères à respecter dans cette écurie ? (âge, ethnies, démarches administratives)
- quelle tranche d'âge est concernée dans cette école de lutte ?
- Combien de lutteurs fréquentent l'école dans cette écurie ?
- A votre avis pourquoi ont-ils quitté l'école tôt ?
- A votre avis ont-ils abandonné l'école à cause de la lutte ?
- Pensez vous que les écoles de lutte puissent les aider à retourner à l'école ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?
- Qu'aurez-vous envie de faire pour les aider dans la vie ?

QUELQUES QUESTIONS DESTINEES AUX JEUNES LUTTEURS

- Quel est votre âge ?
- Quel est votre niveau d'étude ?
- Êtes-vous toujours à l'école ?

-Si non à quel âge avez-vous arrêté l'école ?

-Pourquoi ?

-Est-ce que l'école est importante pour vous ?

-Pourquoi ?

-Est-ce que vous aurez envie d'y retourner ?

-Pourquoi ?

-Est ce que il est possible d'aller à l'école et de s'entraîner en temps?

-Qu'est qui vous a amené dans cette école de lutte ?

-Qu'est ce qu'on vous apprend dans cette école ?

(Apprentissage, alphabétisation, conseils sur l'hygiène, l'alimentation, la religion etc....)

-Est-ce vous pensez que l'écurie vous aide à construire votre avenir, votre vie ?

-Comment ?

-Qu'est ce que vous aimeriez que l'école de lutte vous apporte pour vous aider dans la vie ?

QUELQUES QUESTIONS DESTINEES AUX PARENTS

-Etes-vous d'accord pour que vos fils fassent de la lutte ?

-Pourquoi ?

-Votre enfant va-t-il toujours à l'école ?

-Quel niveau d'études a-t-il ?

-D'après vous, est-ce qu'on peut aller à l'école et s'entraîner ?

-Est-ce plus important d'aller à l'école que lutter ?

-Pourquoi ?

-Qu'est-ce que voudriez qu'il fasse plus tard ?

-Comment l'école de lutte peut-elle l'aider dans ce cas ?

-Que fait l'école lutte pour aider votre enfant dans la vie ?

ANNEXE II

Fiche signalétique

-NOM, PRENOM,

-Age

-quartier

-ECURIE (nom et situation géographique)

-SURNOM

-Date d'entrée dans l'écurie

-Appartenance ethnique

-Profession

-Niveau d'études

-Y a-t-il des parents lutteurs ? (un père, un frère lutteur ?)

-Depuis quand pratique t-il la lutte ?

-Taille / Poids

-Pratique de la lutte traditionnelle sans frappe et avec frappe et lutte olympique : OUI / NON

-Palmarès dans les combats de lutte traditionnelle sans frappe : Mappât, drapeau du chef de l'Etat, championnat d'Afrique

-Expérience / Palmarès dans la lutte Olympique

-Palmarès en lutte avec frappe.

La Problématique de la Déscolarisation des Jeunes dans les Ecoles de Lutte et les Ecuries de la Région de Dakar

Annexe III

Surnom-Age	Niveau d'étude	Profession	« Filiation » sportive	Raisons de l'abandon scolaire	Importance de l'école, des études	Désir de continuer ou reprendre des études	Conciliation lutte/études	Rôle de l'écurie	Avenir dans la lutte
Kukuma 24 ans	CP	Lutteur - menuisier	Grand-père	Les études ne m'ont jamais plu	Je ne crois pas que cela soit possible, activité sportive exigeante incompatible avec les études	Non, je n'aime pas les études	Je peux réussir dignement ma vie avec la lutte.	<u>Ndakaru (Medina)</u> Apprentissage des techniques de lutte, rééduque, donne une bonne discipline, transmet des valeurs éducatives. Ecurie = famille	Devenir un grand champion pour gagner ma vie et assurer mon avenir
Phénomène2 4 ans	CP	Lutteur	Grand-père		Etudes importantes car il y beaucoup de choses que tu ne peux pas faire. Si je deviens un grand champion, cela me gênerait de ne pas pouvoir m'exprimer en français et répondre aux questions.	Je regrette d'avoir quitté l'école trop tôt, il y a beaucoup de choses que je ne sais pas.	C'est possible de concilier les 2, Je connais des gens qui allient les 2 sans problème.	<u>Ndakaru (Medina)</u> On nous apprend beaucoup de chose, la lutte, le savoir-vivre, on nous donne une bonne éducation	Je voudrais devenir un grand champion, gagner ma vie convenablement.
Lutteur 21 ans	0	Lutteur	Grand-père	Aîné, aide aux travaux	Etudes très importantes,	.	Impossible de concilier les	<u>Manga II (Parcelles)</u>	Devenir un champion de

La Problématique de la Déscolarisation des Jeunes dans les Ecoles de Lutte et les Ecuries de la Région de Dakar

				champêtres	ceux qui ne sont pas instruits sont marginalisés, ils ne savent pas faire valoir leurs droits.		deux, la lutte est un sport très exigeant	<u>assainies</u> Lutte, éducation, politesse, discipline.	lutte pour pouvoir bien gagner ma vie et aider ma famille
Lac2 junior 25 ans	CM1	Lutteur	Père, oncle. J'ai hérité de la lutte. Je suis né dans un village où l'activité principale était la lutte.	C'est la lutte qui a écourté mes études.	Etudes très importantes.	Je regrette d'avoir quitté l'école trop tôt, il m'arrive d'avoir envie d'y retourner.	C'est possible mais il faut du courage.	<u>Balla Gaye (Guedawaye)</u> Lutte, éducation, discipline car la lutte est un symbole de la nation.	Devenir un grand champion pour avoir une vie décente et aider mes parents. La lutte est un facteur de développement et de réussite. J'ai abandonné le tabac et les discothèques pour devenir le roi des arènes.
Lutteur 24ans	CM2	Lutteur	Je suis né dans une famille de lutteur où tout le monde luttait.	C'est ma passion pour la lutte qui m'a poussé à écourter mes études.	C'est très important dans ce monde actuel où on s'en sort difficilement si on n'est pas instruit.	Si je pouvais avoir un professeur qui me donne des cours à domicile, je continuerais à étudier.	C'est impossible car la lutte est un sport qui demande beaucoup de sacrifices.	<u>Manga II (Parcelles assainies)</u> On apprend énormément de choses, la discipline, le respect mutuel.	J'ai presque réussi. Il me reste à être le roi des arènes. J'ai gagné du bétail et je me suis marié grâce à la lutte.

La Problématique de la Déscolarisation des Jeunes dans les Ecoles de Lutte et les Ecuries de la Région de Dakar

Lutteur 11 21 ans	O	Lutteur	Père	Aîné, aide aux travaux champêtres	C'est important, évidemment.	Je regrette de ne pas être allé à l'école car il m'arrive de vouloir lire quelque chose et je ne peux pas.	C'est impossible, ce sont des choses contradictoires.	<u>Manga II (Parcelles assainies)</u> On nous éduque, on nous inculque des valeurs, le respect mutuel, la discipline.	Je voudrais devenir le roi de l'arène pour gagner de l'argent et aider ma famille.
Malami Niami 20 ans	CP2	Lutteur	Père	Mon père n'avait pas les moyens de payer ma scolarité.	C'est important. Sans les études, on ne peut pas régler ses propres problèmes (être autonome).	Je regrette beaucoup d'avoir quitté l'école.	C'est difficile, la lutte est un métier difficile.	<u>Manga II (Parcelles assainies)</u> La lutte, on nous donne une bonne éducation, on nous apprend à bien nous comporter dans l'arène.	Je suis persuadé que je vais devenir un grand champion pour subvenir à mes besoins, être autonome, aider mes parents.
Ben Laden 25 ans	Terminale, pas le bac.	Cordonnier	Grand-père	La lutte fait partie des raisons qui m'ont amené à arrêter l'école, même s'il y a d'autres raisons.		Il m'arrive d'avoir envie de reprendre mes études car elles pourraient me servir dans mon avenir.	Je pense que c'est possible, on peut toujours avoir le temps de s'entraîner.	<u>Ndakaru (Médina)</u> On nous apprend les techniques de lutte, on nous donne une bonne éducation.	
Allou Badou 30 ans	Lutteur	Terminale puis formation	Père. La lutte est une question de	C'est après avoir décroché	C'est important évidemment. Vous avez		C'est impossible, ce sont deux	<u>Ndakaru (Medina)</u> Ecurie =	Je suis intimement convaincu

La Problématique de la Déscolarisation des Jeunes dans les Ecoles de Lutte et les Ecuries de la Région de Dakar

		maintenance informatique	sang chez moi.	mon diplôme que j'ai décidé de me consacrer à la lutte.	quelque chose de plus que vos adversaires qui n'ont pas fait les bancs. Les études te permettent de t'exprimer en français, de lire les clauses d'un contrat sans l'intervention de personne (être autonome), savoir bien communiquer		activités différentes. Il faut choisir l'une ou l'autre pour pouvoir exceller.	seconde famille. On apprend des techniques de lutte mais aussi le savoir-vivre. On essaie de faire de nous des champions éduqués et disciplinés	que je vais devenir un grand champion. Cela ne serait guère surprenant que le fils de l'ancien lutteur Doudou Bocar Sarr devienne un grand champion de lutte avec frappe.
Aimé Césaire 20 ans	Etudiant,	1ère année fac d'histoire	Grand-père		Importance incommensurable. L'école m'a donné une éducation religieuse, elle m'assure une vie en harmonie avec les autres et va me permettre d'assurer mon avenir et de gagner ma vie.		Je trouve que c'est possible, j'ai un temps pour étudier et un temps pour lutter. Jusqu'à présent, je m'en suis bien sorti. Je donne priorité aux études, les études priment sur la lutte, les études passent avant tout.	<u>Ndakaru (Médina)</u> Ecurie = seconde famille. On apprend des techniques de lutte et de boxe. On insiste beaucoup sur l'éducation morale et sociale, on nous rééduque. Des personnes âgées et expérimentées	Certains lutteurs gagnent des dizaines de millions par combat. Ce n'est pas facile d'accéder à ce niveau mais on ne sait jamais.

La Problématique de la Déscolarisation des Jeunes dans les Ecoles de Lutte et les Ecuries de la Région de Dakar

								nous forment, nous guident, nous conseillent.	
Sopey Galass 21 ans	Pêcheur	CP	Grand-père	J'ai arrêté à cause d'une longue maladie.	L'école est très importante, elle permet d'acquérir des connaissances, de s'exprimer correctement en langue française, de faire du business. Je suis analphabète et c'est un handicap. L'éducation c'est la clé qui ouvre toutes les portes, le moteur du développement d'un pays, ça permet d'être synchronisé avec le monde.	J'ai envie de retourner à l'école pour mieux maîtriser la langue française. J'ai envie d'y retourner		Ndakarou (Medina) = Ecurie = seconde famille. On apprend beaucoup de choses. La lutte, la discipline, le bon comportement, le respect du partenaire, de l'adversaire, de soi. On nous inculque le savoir-vivre, le savoir-faire, le savoir-agir. Les responsables donnent des conseils. L'écurie enseigne la sagesse, la vertu, le courage, l'endurance et la bravoure.	Je porte beaucoup d'espoir sur la lutte. Je rêve d'avoir le même destin que « Yékini » ou « Tyson ». Je veux marquer mon empreinte dans l'arène sénégalaise pour épauler toute ma famille..

La Problématique de la Déscolarisation des Jeunes dans les Ecoles de Lutte et les Ecuries de la Région de Dakar

Lutteur de Ndakaru, 22 ans	Etudiant	Terminale, passe le bac	Grand-père		L'école est très importante, Quand tout meurt, ce sont les études qui restent.		Ce n'est pas facile de concilier les deux, ce sont des choses différentes. Pour moi, je mets les études devant, l'école est prioritaire. Je suis en terminale, je dois passer le bac. Je compte arrêter les entraînements à l'approche des examens pour me concentrer uniquement sur les études.	<u>Ndakaru (Medina)</u> L'enseignement est riche et varié. On nous enseigne la lutte et la vie de façon générale. On nous interdit de fumer et d'insulter, on exige un comportement correct. L'écurie apporte un soutien sur tous les plans.	Je suis un bon croyant et je crois dans le futur devenir la star de la lutte sénégalaise pour gagner ma vie convenablement. Je suis engagé dans la lutte pour devenir un grand champion sur les traces de Yékini. J'ai la conviction de devenir la nouvelle coqueluche de l'arène sénégalaise.
Boye Mboro 22 ans	Lutteur	CP2	Grand-père	J'ai abandonné l'école très tôt parce que mon père n'aimait pas bien l'école française, il pensait qu'on recevait une	Les études sont très importantes.	Je regrette d'avoir quitté l'école trop tôt et si j'avais la possibilité de reprendre mes études, je n'hésiterai pas à la faire.	C'est possible, il suffit d'avoir la volonté.	<u>Balla Gaye (Guédawaye)</u> Ici, on nous éduque, on nous apprend les manières de parler, de se comporter, le savoir-vivre, savoir-agir,	Je souhaite devenir un grand champion comme Yékini pour pouvoir aider ma famille, surtout mes parents et

La Problématique de la Déscolarisation des Jeunes dans les Ecoles de Lutte et les Ecuries de la Région de Dakar

				culture qui ne correspondait pas à nos valeurs traditionnelles. Il préférerait les études islamiques.				savoir-entreprendre.	tout mon entourage.
Mbiss 30ans	Lutteur	CM2	Non	C'est mon amour pour le football qui m'a amené à quitter l'école.	Les études sont d'une importance capitale mais on ne s'en rend compte qu'après avoir quitté l'école. Sans les études, l'individu est handicapé surtout du point de vue de ses droits et ses devoirs.		C'est difficile mais possible, tout est question d'organisation et de courage.	<u>Balla Gaye (Guedawaye)</u> En plus de la lutte, l'écurie accorde beaucoup d'importance au volet éducatif. On nous forme en tant que lutteur mais on nous donne aussi des leçons de morale et de savoir-vivre.	Mon souhait est de devenir un grand champion pour pouvoir bien gagner ma vie et aider mes parents, ma famille et tous ceux qui comptent sur moi.

***La Problématique de la Déscolarisation des Jeunes dans les Ecoles de Lutte et les
Ecuries de la Région de Dakar***
